

**DECLARATION OBLIGATOIRE SUR L'HONNEUR
ARTICLE 272 DU CODE CIVIL**

Nom : _____

Prénoms : _____

Date de naissance : _____

Adresse : _____

Profession : _____

1. JE RECONNAIS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 272 DU CODE CIVIL AINSI REDIGE :

« Dans le cadre de la fixation d'une prestation compensatoire, par le juge ou par les parties, ou à l'occasion d'une demande de révision, les parties fournissent au juge une déclaration certifiant sur l'honneur l'exactitude de leurs ressources, revenus, patrimoine et conditions de vie.

Dans la détermination des besoins et des ressources, le juge ne prend pas en considération les sommes versées au titre de la réparation des accidents du travail et les sommes versées au titre du droit à compensation d'un handicap ».

2. JE RECONNAIS AVOIR ETE INFORME(E) DE CE QUI SUIT :

a – La présente attestation sur l'honneur a un caractère obligatoire ;

b – En cas d'absence d'établissement par moi-même et de production de la présente attestation ou production d'une attestation incomplète ou inexacte :

- ma demande de prestation compensatoire pourra être définitivement rejetée par le juge et je ne pourrai plus présenter une nouvelle demande à ce titre
- la demande de prestation compensatoire présentée par mon conjoint pourra être retenue dans sa globalité à mon préjudice ;

c – Cette attestation sera versée à la procédure de divorce et sera ainsi communiquée par mon avocat au juge, à mon conjoint ainsi qu’à un éventuel expert désigné par le juge ;

d – En cas de modification dans ma situation personnelle telle que décrite ci-après, je m’engage à adresser immédiatement à mon avocat une nouvelle déclaration sur l’honneur et je conserve à cette fin un exemplaire vierge de ce document ;

e – En cas de déclaration incomplète ou inexacte, je m’expose outre au rejet de mes prétentions et arguments d’une part à des sanctions civiles pouvant être constituées par d’importants dommages et intérêts que je devrai verser à mon conjoint et d’autre part à des sanctions pénales pouvant être constituées par les peines d’amende et d’emprisonnement prévues en matière de faux et d’escroquerie au jugement par les articles 441-1 et 313-1 du Code pénal soit un maximum de cinq ans d’emprisonnement et 375.000,00 € d’amende ;

3. JE DECLARE SUR L'HONNEUR L'EXACTITUDE DE CE QUI SUIT :

a – Ressources et revenus mensuels

Mes ressources et revenus mensuels et/ou annuels de toute nature et de quelque nature qu’ils soient, tant ceux déclarés à l’administration fiscale que ceux non déclarés et constitués notamment de revenus non imposables ou d’allocations familiales ou diverses sont les suivants

(Préciser tant la nature des ressources que leur montant et la fréquence de leur versement) :

b – Patrimoine

Mon patrimoine tant immobilier que mobilier comprenant notamment l'ensemble de mes biens, immeubles, terrains, fonds de commerce, parts en sociétés, actions, valeurs, objets précieux, économies diverses, etc. est constitué des éléments suivants :
(Préciser la nature de ces biens, le lieu de leur situation ou de leur dépôt ainsi que l'évaluation de leur valeur et **leur caractère propre, commun ou indivis**).

c – Passif

Le passif grevant mon patrimoine et comprenant l'ensemble des dettes, emprunts, loyers, pensions alimentaires, sommes diverses dues à des tiers en raison d'un contrat ou d'un fait ayant engagé ma responsabilité est constitué par les éléments suivants :
(Préciser pour chacun des éléments de ce passif tant sa nature que son caractère échu ou non échu, la date à laquelle il est dû ainsi que son montant) :

d – Conditions de vie

Mes conditions de vie sont les suivantes :

(DECRIRE avec le maximum de précisions les conditions de vie matérielles, logement actuel en précisant si vous êtes locataire ou propriétaire, résidences secondaires, véhicules utilisés, train de vie ainsi que les conditions personnelles en précisant s’il existe une vie commune avec un nouveau compagnon / une nouvelle compagne / un tiers / un parent que j’héberge ou qui m’héberge) :

e – Autres

Plus généralement je donne, le cas échéant, tout autre renseignement qui apparaîtrait utile à l’appréciation, par le juge de la situation actuelle :

Fait à :

Le :

*** Signature après avoir paraphé chaque page**